

Zoom sur ...

[... le rapport Perspectives économiques régionales – Afrique subsaharienne - « COVID-19 : une menace sans précédent pour le développement » du FMI](#)❖ **L'Afrique subsaharienne pourrait enregistrer une contraction de 1,6% de son PIB en 2020**

En raison de la crise sanitaire mondiale causée par l'épidémie de COVID-19, l'économie de l'Afrique subsaharienne devrait se contracter de 1,6% en 2020 selon le FMI, ce qui représente **une révision à la baisse de 5,2 points de pourcentage par rapport aux prévisions d'octobre 2019** et [équivalent à une baisse de près de 4% du PIB par habitant](#). L'institution internationale précise que **la probabilité que la croissance se contracte encore plus fortement demeure élevée** compte-tenu de l'incertitude qui pèse sur l'évolution de l'épidémie en Afrique. A titre de comparaison, [la dernière édition d'Africa's Pulse](#) de la Banque mondiale, publiée la semaine dernière, prévoit une baisse du PIB réel comprise entre -2,1 et -5,1% en Afrique subsaharienne. La récession anticipée par le FMI pour le sous-continent est cependant **moins importante que celle anticipée à l'échelle mondiale** (-3% en 2020).

Les impacts de l'épidémie risquent de toucher plus fortement les économies moins diversifiées, **en particulier celles des pays pétroliers et riches en ressources naturelles**, qui pourraient connaître une baisse de 2,8% de leur PIB réel en moyenne 2020. La croissance en Afrique subsaharienne hors Nigéria et Afrique du Sud devrait d'ailleurs rester légèrement positive, à 0,7%, **tirée par celle des pays dont l'économie est plus diversifiée** (+2% de leur PIB réel en moyenne en 2020). Les pays dépendants du tourisme devraient cependant connaître un fort ralentissement, avec une contraction du PIB réel de 5,1% en moyenne (-4% pour le Cap-Vert).

Les économies ouest-africaines francophones, bien qu'impactées, se montrent relativement résilientes : à l'exception de la Mauritanie (-2%, plus forte révision à la baisse de la zone), tous les pays francophones pourraient échapper à la récession en 2020 et **l'UEMOA devrait être la région la plus dynamique du sous-continent** (+2,5%). Elle bénéficie notamment du maintien du cours de l'or, son premier produit d'exportation (23,2% des exportations totales en 2018). Le Bénin pourrait enregistrer la croissance la plus forte de l'Union, à 4,5%.

❖ **Le rapport identifie plusieurs chocs de cette crise sanitaire sur l'économie subsaharienne**

- Les mesures de confinement et d'atténuation que les pays ont adopté vont fortement **perturber la production et réduire la demande intérieure** ;
- Le fort ralentissement de la croissance dans le monde, notamment **chez les principaux partenaires commerciaux** (de 1,2% en 2019 à -7,5% en 2020 en zone euro et de 6,1% à 1,2% en Chine), réduit la demande extérieure, le tourisme et **le flux des envois de fonds**, tandis que les perturbations des chaînes d'approvisionnement **diminuent la disponibilité des biens importés**, ce qui peut accroître la pression inflationniste ;
- Le resserrement brutal des conditions financières mondiales **réduit les flux d'investissement vers la région** (les investisseurs ont retiré plus de 90 Mds USD des marchés émergents depuis le début de la crise), impacte les équilibres extérieurs et **entrave la capacité des Etats à financer les dépenses nécessaires** pour faire face à la crise sanitaire et soutenir la croissance ;
- La **forte baisse des prix des matières premières** constitue un choc supplémentaire pour les pays riches en ressources naturelles car elle entraîne **une baisse des recettes tirées de ces produits**, impacte les équilibres extérieurs et diminue la croissance.

❖ **La marge budgétaire pour absorber ces chocs est limitée**

Malgré des marges de manœuvre budgétaire limitées, des mesures monétaires et fiscales importantes ont été annoncées par les pays africains pour protéger les populations les plus vulnérables (**dépenses liées à la sécurité sanitaire**) et limiter l'impact économique et social de l'épidémie (**politique fiscale accommodante pour les entreprises et les particuliers**). En Afrique de l'Ouest, plusieurs pays ont ainsi annoncé **des plans de riposte** aux montants conséquents, comme le Niger (à hauteur de 7,4% de son PIB), le Sénégal (5,1%) ou encore la Côte d'Ivoire (4,7%). La projection du FMI suggère que le niveau moyen d'endettement en Afrique subsaharienne augmentera temporairement de 58% en 2019 à 64% en 2020 (contre une baisse prévue à 56% en octobre 2019).

La mobilisation de **financements concessionnels apparaît dès lors essentielle** pour garantir la mise en œuvre effective des politiques budgétaires et fiscales, principalement par les pays en situation de

surendettement qui n'ont pas accès aux marchés financiers internationaux. A cet égard, le rapport souligne **la nécessité d'un soutien coordonné des partenaires au développement**. Cet appel fait écho au débat international initié par les ministres africains des Finances puis repris par la Banque mondiale et le FMI sur **un moratoire de la dette pour les pays en développement**. Le 15 avril 2020, **les ministres des Finances du G20 et les membres du Club de Paris se sont ainsi accordés sur une suspension temporaire du service de la dette** des pays les plus pauvres.

❖ **Le léger rebond anticipé en 2021 ne permettra pas d'endiguer le recul du niveau de vie à moyen terme**

L'Afrique subsaharienne devrait retrouver **un taux de croissance de 4,1% en 2021**, contre une prévision initiale

de 3,7%. En Afrique de l'Ouest (hors Nigéria – Ghana), devraient bénéficier d'un rebond positif le Libéria (+2,7 pp par rapport aux prévisions initiales, à 4% de croissance en 2021), le Niger (+2,5 pp, à 8,1%), la Côte d'Ivoire (+1,7 pp, à 8,7%), la Guinée (+1,6 pp, à 7,6%), le Togo (+1,4 pp, à 4%) et le Cap-Vert (+0,5 pp, à 5,5%). A l'inverse, la Guinée-Bissau (-2 pp), la Mauritanie (-1,7 pp), le Sénégal (-1,5 pp), le Mali et la Sierra Leone (-0,8 pp), le Bénin (-0,7 pp), le Burkina Faso (-0,2 pp) voient leurs prévisions de croissance à nouveau revues à la baisse en 2021.

Même en supposant une reprise relativement rapide, la pandémie de COVID-19 entraînera des pertes de production importantes et persistantes : **le niveau du PIB réel par habitant en Afrique subsaharienne d'ici 2024 pourrait être inférieur d'environ 4,4% par rapport aux projections antérieures à la crise sanitaire selon le FMI**.

Estimations et prévisions de croissance d'avril 2020 du Fmi dans le World Economic Outlook

Pays	Croissance du PIB réel en 2019 (%)	Croissance du PIB réel en 2020 (%)			Croissance du PIB réel en 2021 (%)	Cas avérés de COVID-19 au 16/04/2020
		Prévision d'octobre 2019	Prévision d'avril 2020	Différence (pp)		
Bénin	6,4	6,7	4,5	-2,2	6	35 (1 décès)
Burkina Faso	5,7	6	2	-4	5,8	546 (32 décès)
Cap-Vert	5,5	5	-4	-9	5,5	56 (1 décès)
Côte d'Ivoire	6,9	7,3	2,7	-4,6	8,7	688 (6 décès)
Gambie	6	6,4	2,5	-3,9	6,5	9 (1 décès)
Guinée	5,6	6	2,9	-3,1	7,6	438 (1 décès)
Guinée-Bissau	4,6	4,9	-1,5	-6,4	3	43
Libéria	-2,5	1,6	-2,5	-4,1	4	73 (6 décès)
Mali	5,1	5	1,5	-3,5	4,1	171 (13 décès)
Mauritanie	5,9	5,9	-2	-7,9	4,2	7 (1 décès)
Niger	5,8	6,1	1	-5,1	8,1	609 (15 décès)
Sénégal	5,3	6,8	3	-3,8	5,5	335 (2 décès)
Sierra Leone	5,1	4,7	-2,3	-7	4	15
Togo	5,3	5,3	1	-4,3	4	81 (5 décès)
UEMOA	6,1	6,5	2,5	4	6,8	2 508 (74 décès)
CEDEAO	3,6	3,8	-1,4	5,2	3,9	4 177 (104 décès)
Afrique Subsaharienne	3,1	3,6	-1,6	5,2	4,1	9 683 (214)
Monde	2,9	3,4	-3	6,4	5,8	1 991 562 (130 885)

ACTUALITE REGIONALE

Le FMI approuve un allègement immédiat de la dette pour 25 pays dans le contexte de COVID-19, dont 10 pays ouest-africains

[Le Conseil d'administration du FMI a approuvé le 13 avril](#) un allègement immédiat du service de la dette pour 25 pays au titre du fonds fiduciaire réaménagé d'assistance et de riposte aux catastrophes (fonds fiduciaire ARC), dans le cadre des mesures prises par l'institution pour aider ses pays membres à faire face aux conséquences de la pandémie de COVID. Les 25 pays bénéficiaires recevront des dons qui couvriront leurs obligations envers le FMI pour une phase initiale de six mois, leur permettant de consacrer une plus grande partie de leurs ressources financières aux soins médicaux et autres efforts de secours d'urgence vitale. Selon le communiqué du FMI, le fonds fiduciaire ARC peut actuellement fournir un allègement du service de la dette sous forme de dons à hauteur d'environ 500 M USD (463 M EUR), y compris les 185 M USD promis récemment par le Royaume-Uni et les 100 M USD fournis par le Japon comme ressources immédiatement disponibles. 20

pays bénéficiaires se situent sur le continent africain, dont le Bénin, le Burkina Faso, la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, la Sierra Leone et le Togo pour Afrique de l'Ouest.

Le Club de Paris et les membres du G20 annoncent une suspension du service de la dette pour les pays les plus pauvres

Les ministres des Finances du G20 et les créanciers du Club de Paris se sont accordés le 15 avril 2020 sur une suspension temporaire du service de la dette des pays les plus pauvres. Elle bénéficiera à 77 pays, dont une quarantaine situés en Afrique subsaharienne, et [libère 14 Mds USD](#) (13 Mds EUR). Tous les créanciers publics bilatéraux participeront à l'initiative, dont la France, les Etats-Unis, la Chine et la Russie. Le moratoire durera jusqu'à fin 2020 et la question d'une éventuelle prolongation sera examinée d'ici la fin de l'année. [Dans le communiqué publié à l'issue de l'échange](#) en vidéoconférence des ministres des Finances, les créanciers du Club de Paris et le G20 ont appelé tous les créanciers privés à participer à l'initiative. Pour rappel, cette annonce fait écho à [la demande formulée le 19 mars par les ministres africains des Finances](#) puis reprise par [la Banque mondiale et le FMI](#). Le 2 avril, le ministre français de l'Economie et des Finances Bruno Le Maire avait fait officiellement la proposition d'un moratoire de la dette. [Dans une interview diffusée le 15 avril sur RFI](#), Emmanuel Macron a défendu cette initiative, à même de « laisser les économies africaines respirer » le temps de la crise engendrée par l'épidémie.

L'aide publique au développement atteint 152,8 Mds USD en 2019, en progression de 1,4% en g.a.

L'Organisation de coordination et de développement économiques (OCDE) a publié le 16 avril [les statistiques de l'aide publique au développement \(APD\) en 2019](#). L'APD des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) s'est élevée à 152,8 Mds USD (141,5 Mds EUR) en 2019, soit 0,3% de leur RNB combiné. Ce montant comprend 149,4 Mds USD sous forme de dons, de prêts à des entités souveraines et de contributions à des institutions multilatérales ; 1,9 Md USD dédiés à des instruments en faveur du secteur privé pour le développement ; 1,4 Md USD sous forme de prêts nets et d'actions en faveur des entreprises privées opérant dans des pays éligibles à l'APD ; et 0,1 Md USD d'allègement de la dette. L'APD totale a ainsi augmenté de 1,4 % en termes réels par rapport à 2018, notamment tirée par la hausse de 5,7% des prêts souverains bilatéraux en équivalent-subvention. La contribution de la France a augmenté de 4,2%. L'Union européenne et ses pays membres contribuent à hauteur de 75,2 Mds EUR au total, soit 0,46% du RNB combiné, et représentent ainsi 55,2% de l'APD mondiale.

Investissement de 10 M USD de la BAfD dans un fonds dédié aux infrastructures de santé en Afrique

La Banque Africaine de Développement (BAfD) a injecté 10 M USD (9,2 M EUR) dans le fonds mauricien Razorite Healthcare Africa Fund 1 (RHAF1). Ce fonds est destiné au financement d'infrastructures de santé sur le continent africain et vise une levée de fonds totale de 100 M USD (92 M EUR). D'une maturité de 10 ans, cet investissement doit permettre le renforcement de la capacité d'accueil de 1 500 lits sur le continent et l'emploi de 500 personnes. La BAfD estime le besoin en financement de ce secteur au niveau continent à hauteur de 66 Mds USD (61 Mds EUR) par an.

BENIN

ANTEA GROUP sélectionné pour la réalisation d'études techniques complémentaires dans le cadre du projet de dragage et de réhabilitation du carrefour critique de Djondji-Houngloun

[Le Conseil des ministres du 15 avril 2020](#) a donné son accord pour que le bureau d'études ANTEA GROUP soit en charge de l'élaboration du cahier des charges ainsi que le dossier technique des travaux du projet de dragage et de réhabilitation du carrefour critique de Djondji-Houngloun. Ledit carrefour relie les lagunes côtières de Grand-Popo et de Ouidah au lac Ahémé par le chenal Ahô. Pour mémoire, les opérations d'assainissement de ce plan d'eau, préalables à la mise en œuvre du projet, ont été réalisées au cours du deuxième semestre 2019, par l'enlèvement systématique des engins de pêche prohibés.

Halcyon Hospitality Advisors sélectionné pour encadrer la phase d'approche de la construction d'un grand complexe Hôtelier « All Inclusive »

[Halcyon Hospitality Advisors a été sélectionné par l'Etat béninois](#) pour réaliser les études de conception, le plan d'affaires et sera chargé de l'assistance à la signature d'un accord de gestion pour le Grand Complexe Hôtelier « All Inclusive » de la zone PLM ALEDJO – EL DORADO. Le projet de construction du complexe « All Inclusive » fait suite aux investissements déjà consentis par le gouvernement pour aménager PLM ALEDJO - EL DORADO en une zone balnéaire et touristique.

Mise en place du Comité de Pilotage du Projet d'implantation d'unités de production de pierres ornementales et de carreaux de céramique

Le gouvernement béninois a décidé de la [mise en place d'un Comité de pilotage](#) du projet d'implantation d'unités de production de carreaux de céramique et de pierres ornementales. Le Bénin veut puiser dans ses importants gisements de pierres pour produire ces matériaux utilisés dans le secteur du bâtiment. Pour cette première phase du projet, le granite, le kaolin et l'argile sont ciblés pour être transformés. Le granite proviendra des localités comme Fita, Mbétécoucou, Igangan, Ouogui et Idadjo tandis que les gisements de kaolin à exploiter sont ceux de Kétou, Adakplamè et Zogbodomey.

BURKINA FASO

COVID-19 : Approbation par le FMI d'un décaissement de 115,3 M USD

[Le conseil d'administration du FMI a approuvé le 13 avril 2020 une aide d'urgence de 115,3 M USD](#) (106,8 M EUR), au titre de la facilité de crédit rapide (FCR), pour aider le Burkina Faso à satisfaire ses besoins urgents de financement de la balance des paiements. Le pays bénéficiera également d'un allègement du service de sa dette arrivant à échéance au cours des six prochains mois envers le FMI (soit environ 11,9 M USD) au titre du fonds fiduciaire d'assistance et de riposte. Cet appui permettra de limiter la dégradation des finances publiques. Selon les projections du FMI, le déficit budgétaire global est estimé à 5 % du PIB en 2020, contre 3% initialement prévu, imputable à une baisse des recettes, et l'augmentation attendue des dépenses courantes.

COVID-19 : Don de 200 M FCFA de la Chambre des mines

Dans le cadre de la lutte contre le COVID-19, [la Chambre des mines du Burkina Faso \(CMB\) a remis la somme de 200 M FCFA](#) (305 K EUR) au ministère burkinabé de la Santé le 9 avril 2020. Le Président de la CMB Tidiane Barry a mentionné que la contribution globale du secteur allait au-delà de ce montant, et que la CMB avait pu mobiliser 400 M FCFA. Au-delà de ce geste, les différentes compagnies minières se seraient engagées à apporter un soutien aux différentes directions régionales de la Santé par des dons faits régulièrement aux différents centres médicaux et Centres de santé et de promotion sociale (CSPS) au profit des malades et à véhiculer les messages de sensibilisation des communautés riveraines des sites miniers.

COVID-19 : La crainte d'un important impact sur la consommation

Selon les autorités, la mise en quarantaine et la fermeture des grands centres de consommation aggravent la santé économique du pays et des populations. Du côté de la demande, la consommation finale devrait ralentir (4,9% contre 5,4%), en lien avec le fléchissement de la consommation finale du privé (-1,4%) à la suite des pertes de revenus et d'emplois. L'investissement devrait baisser, tant privé (-0,3%) que public (-7,1%). Quant aux exportations et importations, elles connaîtraient une baisse, plus prononcée pour les importations. Les importateurs locaux de denrées alimentaires émettent notamment des inquiétudes quant à leurs sources d'approvisionnement qui pourraient souffrir des mesures restrictives instaurées chez leurs fournisseurs. A ce stade, les trois corridors routiers (Lomé, Accra et Cotonou) ne rencontrent pas de difficultés techniques particulières et fonctionnent correctement sur la base de laisser passer, tout comme le trafic ferroviaire.

CAP-VERT

L'inflation a atteint 1,6% en g.a. en mars 2020, stable par rapport au mois précédent

[Le taux d'inflation au Cap-Vert s'est établi en mars 2020 à 1,6% en glissement annuel \(contre 1,9% en février\).](#)

En moyenne annuelle, il est de 1,3%, et de 0% par rapport au mois précédent. L'inflation sous-jacente s'est élevée à 2% en g.a (contre 1,5% en février). Les prix des produits du secteur de la santé ont augmenté de 6,4% en g.a en mars 2020, ceux des hôtels, restaurants, cafés et autres de 5%, les prix de l'alimentation et des boissons non alcoolisées ont augmenté de 4,2%, ceux des boissons alcoolisées et du tabac de 3,6% et des transports de 1,7%, alors que les prix des logements, électricité, gaz etc. ont baissé de 1,4%.

COTE D'IVOIRE

COVID-19 : Le Conseil des ministres confirme la création des fonds de soutien à l'économie et crée un Comité interministériel des matières premières pour le secteur agricole

[Le Conseil des ministres ivoiriens réunis le 15 avril 2020](#) a confirmé la création des fonds de soutien préalablement annoncés par le Premier ministre dans le cadre du Plan de soutien à l'économie face à l'épidémie de COVID-19, pour un montant total de 650 Mds FCFA (992 M EUR) : le Fonds spécial de solidarité et de soutien d'urgence humanitaire (Fonds Spécial de Solidarité COVID-19), doté de 170 Mds FCFA ; le Fonds de soutien aux grandes entreprises (FSGE COVID-19), doté de 100 Mds FCFA ; le Fonds de soutien aux petites et moyennes entreprises (FSPME COVID-19), doté de 150 Mds FCFA ; le Fonds d'appui aux acteurs du secteur informel, doté de 100 Mds FCFA ; et le programme d'urgence pour le soutien aux filières agricoles d'exportations et au secteur des productions alimentaires, doté de 300 Mds FCFA. Ce dernier dispositif bénéficiera notamment aux filières de l'anacarde, du coton, de l'hévéa, du palmier à huile, du cacao et du café. Son opérationnalisation consistera en des transferts publics, prenant en compte le soutien aux prix et le soutien aux revenus, la fourniture de biens et de services incluant notamment la subvention des engrais, l'aménagement de parcelles et la distribution de semence. En raison de l'exceptionnalité du dispositif, le Conseil des ministres a décidé de mettre en place un cadre de gouvernance simplifié dénommé Comité Interministériel des Matières Premières (CIMP), piloté par le Premier Ministre. Pour rappel, le plan de soutien économique, social et humanitaire annoncé par les autorités ivoiriennes pour lutter contre la propagation de l'épidémie et atténuer ses conséquences économiques et sociales est évalué à 1 700 Mds FCFA (2,6 Mds EUR).

Le projet Séguéla pourrait produire 841 000 onces d'or sur 8 ans

[La compagnie minière canadienne Roxgold a publié le 15 avril les résultats de l'évaluation économique préliminaire](#) pour son projet aurifère Séguéla. L'étude estime que le projet a la capacité de produire 841 000 onces d'or à un coût global de 749 USD (693,5 EUR) l'once sur une durée de 8,2 ans. La production annuelle moyenne sur les trois premières années devrait être de 143 000 onces, avec un pic de 154 000 onces lors de la troisième année. Pour concrétiser ce potentiel, la société devra investir 142 M USD (131,4 M EUR), récupérables au bout de 1,2 an. Une étude de faisabilité est prévue et devrait être achevée début 2021. Pour rappel, outre le projet aurifère Séguéla, Roxgold possède la mine Yaramoko au Burkina Faso. Elle y a produit 32 380 onces d'or au cours du premier trimestre 2020.

COVID-19 : Plusieurs dons pour soutenir le plan de riposte à la pandémie

A l'instar de plusieurs pays dans le monde, la Côte d'Ivoire continue de recevoir des dons à l'effet de soutenir son plan de riposte économique et sanitaire face à la pandémie du COVID-19. Ainsi, [la représentation diplomatique indienne en Côte d'Ivoire a fait un don d'une valeur de 40 M FCFA](#) (60 K EUR) au gouvernement. Ce don est composé 50 tonnes de riz ainsi que plusieurs cartons de produits sanitaires destinés au lavage des mains. [Le groupe aurifère canadien Barrick Gold](#), qui exploite la plus grande mine d'or du pays à Tongon, a remis 250 M FCFA (382 000 EUR) au profit du ministère de la Santé et de l'hygiène Publique, 150 M FCFA (229 000 EUR) au ministère de la Solidarité, de la cohésion sociale et de la lutte contre la pauvreté et 100 M FCFA (152 000 EUR) au ministère des Mines et de la géologie. Aussi, le ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique

a assisté à l'aéroport d'Abidjan à l'arrivée [d'un don du groupe Sanofi](#) de 3 500 doses de Plaquenil (hydroxychloroquine).

GAMBIE

COVID-19 : Approbation d'un soutien de 21,3 M USD de la part du FMI

[Le Conseil d'Administration du FMI a approuvé, le 15 avril 2020, une Facilité rapide de crédit de 15,55 M DTS \(21,3 M USD, soit 25% de la quote-part\) en faveur de la Gambie](#), ainsi qu'un allègement du service de la dette au titre du Fonds fiduciaire pour l'endiguement et l'allègement des catastrophes (service de la dette dû dans les 6 prochains mois, soit environ 2,9 M USD). Cet appui financier, qui vient s'ajouter à la Facilité élargie de crédit de 47,1 M USD adoptée le 23 mars, aidera la Gambie à répondre à ses besoins urgents en matière de balance des paiements et soutenir les efforts des autorités pour contenir la propagation du virus et limiter ses effets économiques et sociaux néfastes. La croissance économique du pays est revue à la baisse, de 6,3% à 2,5% pour 2020. La dégradation de la balance des paiements est évaluée à 46 M USD (2,4% du PIB) et l'impact budgétaire brut immédiat à 3,6% du PIB.

GUINEE

COVID-19 : La BCRG adopte des mesures de soutien au secteur financier face à l'impact de la pandémie

En vue d'atténuer l'impact négatif de la pandémie du COVID-19 sur l'activité et la stabilité financière du pays, [la Banque centrale de la république de Guinée \(BCRG\) a décidé de la mise en place de 18 mesures. Ces mesures](#) visent principalement à (i) soutenir la liquidité et l'activité bancaire (baisse de 1 point du taux directeur et du coefficient de réserves obligatoire, injections de liquidité et assouplissement des normes prudentielles) ; (ii) réduire certaines charges des banques et compagnies d'assurance (report de paiement pour des frais de supervision et de contrôle ainsi que des cotisations aux fonds de garanties) et (iii) susciter au sein des institutions financières la prise en compte des risques liés au COVID-19 dans le cadre de leurs activités. Aussi, la BCRG a décidé de la suspension de la distribution des dividendes au titre de l'exercice 2020 pour les institutions financières et de la limitation au strict minimum des frais d'assistance technique apportés éventuellement par leurs maisons mères. Spécifiquement au secteur de l'assurance, elle a décidé le report de l'encaissement des primes arrivant à échéance pendant la période de l'épidémie ainsi que la suspension des Polices d'Assurance à la demande des clients. Concernant la monnaie électronique, elle envisage la révision à la baisse des frais de transferts et la possibilité d'ouverture à distance de comptes sur la base de la seule identification faite au niveau des sociétés de téléphonie mobile.

COVID-19 : impact de la fermeture des frontières sur la hausse le prix de certaines denrées

En raison de la fermeture des frontières, mesure faisant suite à la déclaration des premiers cas de COVID-19 en Guinée, certaines denrées vendues sur les marchés connaissent une flambée des prix. A Kankan, capitale de la Haute Guinée, les populations constatent ainsi une hausse du prix du riz blanc de 4 % et le thé vert de 50 %. Pour rappel, la Primature a inscrit dans son Plan de riposte économique à la crise sanitaire du COVID-19 le gel des prix des produits de première nécessité. En 2020, d'après les dernières données disponibles, le FMI table sur une inflation moyenne de 8,5%.

L'Etat investit 2 Mds GNF pour remettre sur les rails le train Conakry Express

Le train Conakry Express sera remis en service à compter du 16 avril 2020, [suite à un investissement de 2 Mds GNF \(environ 200 K EUR\) à destination de la société d'assainissement turque Albayrak](#), consenti par l'Etat Guinéen. L'état d'insalubrité le long des voies ne permettait plus au train de circuler dans des conditions sécurisées, raison pour laquelle il avait été mis à l'arrêt pendant près de 3 mois. Le transport des passagers du mois d'avril au mois de juin se fera gratuitement, comme le prévoit le plan de riposte économique du gouvernement face au COVID-19.

LIBERIA

Le pays se dote d'un laboratoire de certification du poisson

[L'Autorité nationale des pêches et de l'aquaculture libérienne \(NaFAA\) s'apprête à mettre en service un laboratoire compétent](#) pour certifier et contrôler la qualité des poissons. Sa mise en place est le résultat d'un [accord de don de 3,1 M USD \(2,9 M EUR\) signé en 2018 avec le gouvernement islandais](#). Il permettra au pays de répondre aux normes internationales de certification et d'obtenir l'accréditation de l'Union européenne, des États-Unis, ou encore du Japon pour l'exportation directe de poisson. Jusqu'alors, les 71 thoniers industriels libériens débarquent en effet dans d'autres ports de pêche de la sous-région pour pouvoir exporter. Les autorités libériennes n'attendent plus que l'arrivée du matériel islandais de pointe à Monrovia pour la mise en service effective du laboratoire. Pour rappel, la Banque mondiale finance au Libéria un programme de soutien au secteur de la pêche à hauteur de 40 M USD (37 M EUR), qui prévoit la réhabilitation et l'agrandissement du quai de pêche de Mesurado en un port de pêche moderne et industrialisé ainsi que la construction de jetées de débarquement dans les comtés côtiers. L'objectif du projet, dont l'accord de financement a été signé en janvier 2020, est de réduire les pertes et créer un environnement plus hygiénique pour le poisson débarqué par les pêcheurs artisanaux.

AAIWUL et GVL s'accordent pour améliorer les conditions des travailleurs dans les plantations d'huile de palme

Le Syndicat des travailleurs agricoles, agro-industriels et industriels du Libéria (AAIWUL) a signé [un accord de négociation collective](#) avec Golden Veroleum Liberia (GVL), le plus grand producteur d'huile de palme du pays, qui vise à améliorer les conditions de vie de plus de 4 000 travailleurs agricoles dans les plantations d'huile de palme. L'accord prévoit également le maintien des revenus des salariés, malgré les difficultés économiques du secteur suite à la baisse du prix du palmier à huile.

MALI

COVID-19 : Récentes décisions du gouvernement en faveur de l'économie et des populations vulnérables

[Le Président malien a annoncé le 10 avril dernier des mesures de soutien à l'économie et aux populations vulnérables](#). D'un montant minimum estimé à 500 Mds FCFA (762 M EUR), elles portent sur la création fonds spécial (100 Mds FCFA) pour les pauvres, la gratuité de l'eau et de l'électricité pour trois mois pour les plus vulnérables, la diminution des taxes douanières pendant trois mois sur les produits de première nécessité (riz, lait...), la distribution gratuite de 56 000 tonnes de céréales et de 16 000 tonnes d'aliments bétail, le paiement de la totalité de la dette intérieure due au 31 décembre 2019 ainsi que la commande, dans le cadre du programme mis en place « un Malien un masque », de 20 millions de masques lavables produits localement et payés par l'Etat. Le Gouvernement entend également apurer les mandats du Trésor au titre de l'exercice 2020, à hauteur de 100 Mds FCFA (152 M EUR) et nantir le fonds de garantie du secteur privé à hauteur de 20 Mds FCFA (30,5 M EUR) pour soutenir les PME.

COVID-19 : Approbation d'un soutien de 25 M USD de la Banque mondiale

[La Banque mondiale a approuvé, le 10 avril 2020, un financement de 25,8 M USD \(subvention de 12,9 M USD et crédit de 12,9 M USD\) en faveur du Mali](#) dans le cadre de son programme de lutte contre le COVID-19. Ce financement permettra l'amélioration de l'accès aux services de santé, la promotion d'une réponse intégrée à la pandémie (renforcement du dépistage, de la détection, du traitement des patients, amélioration des capacités des laboratoires et des moyens de veille sanitaire).

COVID-19 : Soutien des opérateurs bancaires au fonds spécial de lutte contre la pandémie

Lancé le 30 mars 2020, [le Fonds spécial de lutte contre le COVID-19 a reçu le soutien financier de l'Association professionnelle des banques et établissements financiers du Mali](#) (APBEF-MALI) avec une contribution de

670,5 M FCFA (1,02 M EUR). Le 6 avril, les représentants du secteur privé avaient déjà doté le fonds d'une enveloppe de 500 M FCFA (762 K EUR).

Augmentation de l'offre financière d'ATM Mobilis pour la 4^{ème} licence de téléphonie mobile

[ATM Mobilis \(opérateur de téléphonie mobile algérien, filiale d'Algérie Télécom\) aurait augmenté de plus de 3 Mds FCFA \(5 M EUR\) son offre pour l'acquisition de la 4^{ème} licence de téléphonie mobile du Mali.](#) Ceci porte à 28 Mds FCFA (42,7 M EUR) le montant total de l'offre financière d'ATM Mobilis, désormais seul en lice. Ce montant pourrait être jugé insuffisant par le Gouvernement malien qui tablait sur 50 Mds FCFA (76,2 M EUR) et une nouvelle procédure d'appel d'offres n'est donc pas exclue. Pour mémoire, l'offre d'ATM Mobilis est nettement inférieure à celle qui avait permis à Telecel (du Burkina Faso, Apollinaire Compaoré) d'acquiescer la 3^{ème} licence (55 Mds FCFA, soit 83,8 M EUR).

MAURITANIE

COVID-19 : Le Fonds Spécial de Solidarité Sociale pour la lutte contre le COVID 19 enregistre 14,1 M EUR de dons en provenance du secteur privé

Dans son annonce, le 25 mars dernier, du plan d'urgence pour faire face à la crise du coronavirus, le Président mauritanien Mohamed Ould El-Ghazouani avait acté la création d'un fonds destiné à la lutte contre le COVID-19. Le 14 avril, [la Banque Centrale de Mauritanie a publié la liste de l'ensemble des donateurs sur son site internet et révèle avoir enregistré des contributions à hauteur de 14,1 M EUR.](#) Parmi les donateurs figurent de nombreux hommes d'affaires mauritaniens, des institutions étatiques ou entreprises publiques, mais également des groupes internationaux (y compris français).

Rebondissement dans l'enquête parlementaire, l'ancien premier ministre Laghdaf charge l'ex Président Aziz

Convoqué devant une commission d'enquête parlementaire chargée de faire la lumière sur des grands dossiers économiques de la décennie de l'ex-Président Ould Abdel Aziz, [Moulaye Mohamed Laghdaf \(premier ministre entre août 2008 et juin 2014\) a placé l'ensemble des responsabilités sur l'ex président de la république.](#) Il a affirmé que l'ensemble des dossiers sur lesquels enquête la commission était personnellement suivi par l'ex Président. Il affirme que les secteurs des finances, de l'énergie, des mines et de la pêche ne faisaient pour ainsi dire pas partie de son portefeuille. L'ex Président Ould Abdel Aziz est attendu prochainement pour une audition devant l'enquête parlementaire.

NIGER

COVID-19 : Approbation par le FMI d'un décaissement de 114,49 M USD

[Le 14 avril 2020, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international \(FMI\) a approuvé le décaissement en faveur du Niger de 83,66 M DTS](#) (environ 114,49 M USD) au titre de la Facilité de Crédit Rapide (FCR). L'aide financière du FMI couvre 30% du déficit de financement pour la mise en œuvre du plan de riposte du Niger. Les fonds aideront à répondre aux besoins urgents de la balance des paiements du Niger en comblant d'importants déficits de financement dans les comptes budgétaires et extérieurs du Niger. Le Conseil d'administration a également approuvé le report des décaissements au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) soutenant le programme de réforme économique du Niger depuis janvier 2017, afin d'accorder plus de temps aux autorités nigériennes pour l'achèvement de la prochaine revue du programme.

COVID-19 : Octroi d'un soutien de 13,95 M USD de la Banque mondiale

Le 15 Avril 2020, [la Banque Mondiale a approuvé un financement de 13,95 M USD \(12,8 M EUR\) destiné à lutter contre le coronavirus au Niger et à renforcer les capacités de préparation des systèmes nationaux.](#) Ce programme viendra appuyer le plan d'intervention mis en œuvre par les autorités nigériennes en facilitant l'achat rapide de médicaments et d'équipements indispensables pour le traitement des infections au coronavirus. Il soutiendra également la campagne nationale de sensibilisation déployée par les pouvoirs

publics auprès de la population. Le projet s'attachera en particulier à renforcer le niveau de préparation du pays en développant les moyens de dépistage précoce et de traitement des patients et en améliorant les capacités des laboratoires et la veille sanitaire.

SENEGAL

COVID-19 : Approbation par le FMI d'un soutien de 442 M USD

[Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international \(FMI\) a approuvé en faveur du Sénégal une aide de 442 M USD](#) (409 M EUR), dont 294,7 M USD au titre de l'Instrument de financement rapide et 147,4 M USD au titre de la Facilité de crédit rapide. Ce financement contribuera à préserver l'espace budgétaire et à catalyser une aide supplémentaire de la communauté internationale, de préférence sous forme de dons. L'aide du FMI permet de répondre aux besoins urgents de financement de la balance des paiements du pays qui résultent de la pandémie de COVID-19.

Baisse des prix du commerce extérieur en février 2020

Dans sa [note sur les indices mensuels des prix du commerce extérieur](#), l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) fait état, en février, d'une baisse des prix des produits à l'importation de 4,1%, par rapport au mois précédent. Elle est due au repli des prix des produits des sections « produits minéraux » (-11,3%), « produits des industries alimentaires, tabacs » (-8,5%), « produits du règne végétal » (-2,0%) et « matériel de transport » (-2,0%), atténuée par la hausse des prix des « produits des industries chimiques » (+16,5%) et « machines et appareils » (+1,7%). Les prix à l'importation augmentent en revanche de 1,3% en g.a. Les prix à l'exportation, quant à eux, se sont contractés de 0,5%, comparés au mois précédent. Cette diminution est liée à la baisse des prix des « animaux vivants et produits du règne animal » (-5,4%), « produits des industries chimiques » (-2,2%), « produits du règne végétal » (-1,6%) et « produits minéraux » (-1,4%). Une baisse ralentie par l'augmentation des prix des « perles, pierres, métaux, bijouterie de fantaisie, monnaies » (+3,6%) et des « produits des industries alimentaires, tabacs » (+2,6%). Les prix à l'exportation ont augmenté de 0,6% en g.a.

Kosmos Energy réduit de 75 M USD son budget de dépenses pour 2020

Alors que le début de production de l'exploitation gazière GTA est désormais attendu pour 2023 (initialement 2022), en raison de la crise liée au coronavirus, [la société américaine Kosmos Energy annonce une nouvelle réduction de son budget de dépenses pour l'année 2020](#). L'entreprise souhaite maintenir des investissements compris entre 200 et 225 M USD (entre 204 et 236 M EUR) contre 375 M USD (347 M EUR) initialement.

TOGO

COVID-19 : la CNSS accorde jusqu'à 100% de remise de majoration de retard sur les paiements des arriérés de cotisations

En vue d'accompagner les efforts de l'Etat dans le cadre de l'atténuation de l'impact négatif du COVID-19, [la Caisse Nationale de Sécurité Sociale \(CNSS\) du Togo a adopté des mesures spéciales en faveur des opérateurs économiques enregistrés dans ses livres](#). La première concerne la suspension du calcul des majorations de retard sur les paiements des cotisations sociales dues par les employeurs assujettis, entre avril et juillet 2020. La deuxième mesure concerne la remise des majorations de retard sur les paiements des arriérés de cotisations sociales au profit de toutes les entreprises qui s'engageront à payer leurs dettes sociales jusqu'au 31 octobre 2020. Dans les détails, le secteur informel bénéficiera d'une remise de 100%, les PME/PMI 25% et les grandes entreprises auront une remise de 50%. De façon spécifique ; les hôtels, restaurants, débits de boissons, les établissements scolaires, les établissements hospitaliers et les pharmacies ne paieront pas, à l'instar des acteurs de l'informel, de majorations de retard. Le coût de ces mesures est estimé à 3,3 Mds FCFA (5 M EUR).

Indicateurs Pays	BEN	BFA	CIV	RCI	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	4,5	18,5	4,5	19,3	16,3	7,6	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie																
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	3,2	17,2	5,2	9,2	24	3,9	5,4	140,3	1 642,7
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	728	927	1 143	477	1 474	515,9	670	1 060	1 658
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	1,2	4,9	3	5,2	6,2	3,7	4,7	6,3	3
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	23,4	1,7	3	3	0,5	16,9	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques																
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,8	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,8	-3,1	-3,8	-3,7
<i>Dettes publiques (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	40,5	36,6	83,9	55,1	64,4	71,3	74,6	52,5	48,5
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4		14,8	20,0	14,9	18,7		17,4	16,2	-
<i>Risque Pays¹</i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
Echanges																
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8		-4,3	-9,4	-12,0	-12,8		-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers² (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	9	374	205	170	856	16,2	344	3 573	11 015
<i>Importations françaises depuis (MUSD)</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	49,7	11	43	270	99	19,1	18	1380	8 069
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-23,3	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-13,8	-7,9	-6,8	-2,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	2,6	-	5		-	3,4	-	5	5
Aspects qualitatifs																
<i>IDH (2018)³</i>	163	183	125	170	174	175	177	181	182	159	189	164	184	165	-	-
<i>Doing Business (2019)⁴</i>	153	151	131	122	149	152	175	175	145	148	143	141	163	137	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 189 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque